

Les grandes gueules (cassées) du syndicalisme.

...ard Martin pour Florange, Xavier Mathieu pour les « Conti »... A chaque combat
...ial son porte-voix médiatique. Des leaders charismatiques qui n'ont pas hésité à
...xposer pour empêcher les licenciements et les fermetures. Et peuvent le payer cher
...e fois la lutte finie. Grillés sur le marché de l'emploi, parfois lâchés par leur centrale
...dicale, certains de ces héros éphémères peinent à tourner la page.

par Stéphanie Marteau/Photos Stéphane Lavoué

C'ÉTAIT LE SOIR du réveillon, à Paris. Le portable de Xavier Mathieu, ex-leader des « Conti » – ces ouvriers qui luttèrent en 2009 pour la sauvegarde de leurs emplois à Clairoix (Oise) –, vibre. Un texto d'Olivier Besancenot, qui lui souhaite du bonheur pour 2013, évidemment, mais aussi « du boulot ». Mathieu sourit, mais n'y croit plus vraiment. « Professionnellement, je suis cramé », lâche le syndicaliste CGT de 47 ans. On l'avait laissé en 2010 au milieu d'une forêt de micros et de caméras, quadra cogneur en sweat à capuche. Il était partout, radical, précédé d'une odeur de pneus brûlés : dans l'usine pour une AG surchauffée, au siège de l'entreprise à Hainovre, à l'Élysée pour arracher un arbitrage, à la sous-préfecture de Compiègne pour mettre à sac les bureaux. La direction de Continental, l'État, le patron de la CGT Bernard Thibault, tout le monde, alors, subissait la « déferlante Mathieu ». Autant dire que le retour de manivelle promettait d'être sévère. Comme lui, les figures emblématiques des luttes sociales de ces dix dernières années ont souvent agi aux limites de la légalité. Et, parfois, à travers des actions spectaculaires, elles ont franchi la ligne jaune pour attirer la lumière sur leur combat. « Il y a un côté théâtral, voire tragique, à tout cela. Ces personnages et leurs "exploits" alimentent une certaine "légende dorée" », observe joliment le chercheur Dominique Andolfatto, coauteur de *Sociologie des syndicats* (La Découverte, 2011). Sans surprise, quand on retrouve l'ex-leader des « Conti » dans un café parisien de la gare du Nord, il est amaigri et fatigué. Comme une poignée d'autres figures pétrées d'anarcho-syndicalisme (la plupart sont à la CGT) et révélées par la lutte sociale, Xavier Mathieu paie cher son militantisme ultramédiatisé. Voilà trois ans, maintenant, que l'usine de pneus où il était embauché comme confectionneur a fermé. Sur les 1 200 ouvriers licenciés, 600 pointent toujours à Pôle Emploi. On a recensé 250 divorces et deux suicides. Au milieu de ce marasme social, le sort du délégué

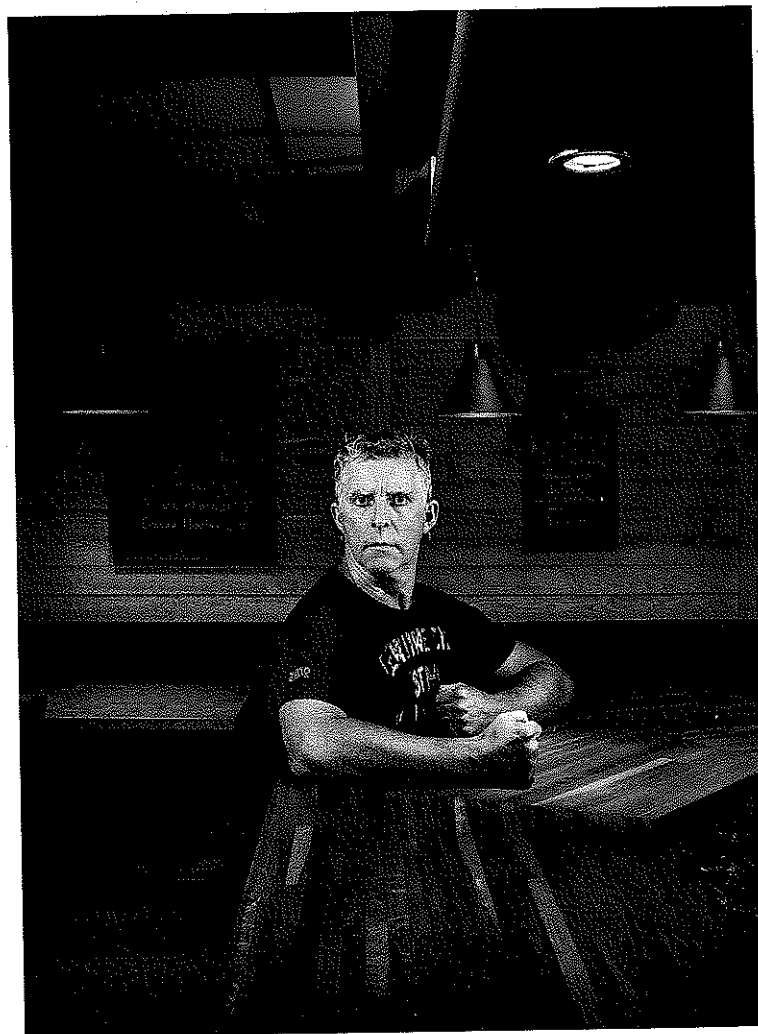
CGT qui, des mois durant, a mené l'assaut contre la direction, semble tragiquement banal. A un détail près : la direction de Continental s'acharne sur lui avec une redoutable énergie... C'est ce qu'il a plaidé le 22 janvier dernier devant

le tribunal administratif d'Amiens, où il venait contester son licenciement, prononcé en mars 2010 en même temps que celui de six autres salariés protégés par leur statut de délégué syndical. À l'époque, l'inspectrice du travail avait validé

la décision de Continental. Les syndicalistes avaient appelé le cabinet d'Eric Woerth, alors ministre du travail, à la rescousse. Un recours efficace : 6 des 7 délégués ont été réintégrés. Tous, sauf Xavier Mathieu. Selon le directeur général du travail, le syndicaliste n'aurait pas donné suite à l'offre de reclassement qui lui était proposée à Sarguemines. « Le ministère a menti pour me licencier, puisque j'ai bien donné suite à cette proposition dans les quinze jours impartis. J'ai même participé à un entretien d'embauche auquel j'ai été recalé ! », s'enflamme-t-il. En témoigne la lettre qui lui a bel et bien été adressée par Continental, le 17 novembre 2010, pour rejeter sa candidature... En attendant, il est presque en fin de droits. Cette situation, d'autres l'ont vécue avant lui. Comme Olivier Leberquier, qui travaille désormais à Gémenos, près d'Aubagne, pour Fralib (Unilever), une entreprise qui fabrique les sachets de thé Eléphant. Originaire du Havre, le syndicaliste CGT, dingue de foot, a dû quitter sa Normandie natale et son club fétiche en 1997, après la fermeture de la première usine Fralib au Havre. À l'époque, ce fils de militants communistes et syndicaux était aux avant-postes du conflit et avait obtenu le reclassement des salariés sur le site de Gémenos. Lui ne voulait pas partir. « Quand l'usine a fermé, j'ai postulé avec quelques copains à la Raffinerie de Normandie. La DRH a dit : "On prend tout le monde, sauf le délégué CGT". A 35 ans, j'étais sur le carreau, grillé dans tout le bassin havrais. » À l'époque, sa femme mettait des poulets en rayons dans une grande surface, vingt heures par semaine : « J'avais encore dix ans de traites à payer pour ma maison, mon deuxième enfant venait de naître. J'ai dû partir. » Même départ forcé pour l'Ardenais Maurad Rabhi. Il a 32 ans quand se termine le combat des Cellatex, en 2000. Le jeune agent de maintenance découvre ce qu'il en coûte d'avoir pris la tête de la résistance au lendemain de l'annonce de la liquidation de la filature de Givet : « Je n'oublierai jamais le regard du DRH de LU, où je postulais, quand il a réalisé qui j'étais. Lors de notre entretien en tête à tête, il m'a dit : "On cherche un

“Tu te retrouves face à toi-même, et tu réalises que pendant des mois tu n'as fait que ça, que ta copine est partie.”

Pierre Le Ménahès, ex-leader CGT de la SBFM



icien de maintenance, pas un syndicaliste. Je crois que vous n'avez pas le profil." » Arrivé en fin de sa carrière, l'ouvrier a fini par intégrer les instances de la CGT, à Paris. « Les grandes gueules » ne s'attachent pas sur leurs états d'âme. Tous ces militants avouent avoir traversé un épisode dépressif plus ou moins sévère quand le fait de voir qu'ils incarnaient s'est terni. Même quand il s'est soldé par une victoire. Pierre Le Ménahès, ouvrier métallurgiste et délégué CGT de la SBFM (aujourd'hui Fonderie de Lorient), est le leader de 500 fondeurs frontistes. En 2010, il a obtenu le rachat de Renault de cette entreprise de traitement automobile et évité des licenciements. Dans *La France bas face à Sarkozy* (Favre), un livre préfacé par le chanteur Bernard Lavilliers – devenu député –, il raconte encore et enlève la liasse qui a suivi l'annonce de sa victoire, « la nuit passée toute seule, à fêter ça ». Mais pas un mot sur la solitude qui a déferlé ensuite, « quand tu te retrouves face à toi-même et que tu réalises que pendant des mois tu n'as fait que ça, que la peine est partie... ». Dans son salon neuf des faubourgs de Lorient, à Hennebont, l'ouvrier au visage rocker entretient sa nostalgie avec des coups de portraits de Che Guevara. Il avoue : « Dans la lutte, j'ai bien. Jamais fatigué. Moi qui suis fils unique, j'ai eu la charge de ma famille nombreuse qu'il fallait protéger. » Shooté à l'adrénaline pendant des mois, aujourd'hui, il souffre d'angoisse. A 54 ans, il a quitté la SBFM en juin dernier, pour devenir le cadre du plan Amiante. Mais c'est plus fort que lui. « Pierre Le Chè » y retourne tous les vendredis, à l'heure des permanences syndicales : « Pendant un certain nombre d'heures, on refait le monde avec les potes. » Et puis il rentre, et se rassure en rond... « Mon mentor à la CGT, Roger Prado, quand il a été élu, il s'est fait chier. Il est mort en plein d'une crise cardiaque », lâche-t-il éréux. Xavier Mathieu, la descente opérée en douceur grâce au directeur Cédric Klapisch, qui lui a proposé en 2011 un rôle de syndicaliste dans *Ma part du gâteau*. Puis le confectionneur est monté sur scène dans *Inflammable*, de

Thierry Gatinet. Une révélation. Depuis, il a tourné avec Stéphane Mercurio (la fille de Siné) et, bientôt, avec Niels Tavernier. « Acteur, c'est un métier magnifique. J'ai jamais rêvé de le faire. C'est un avantage dans les castings », rigole-t-il.

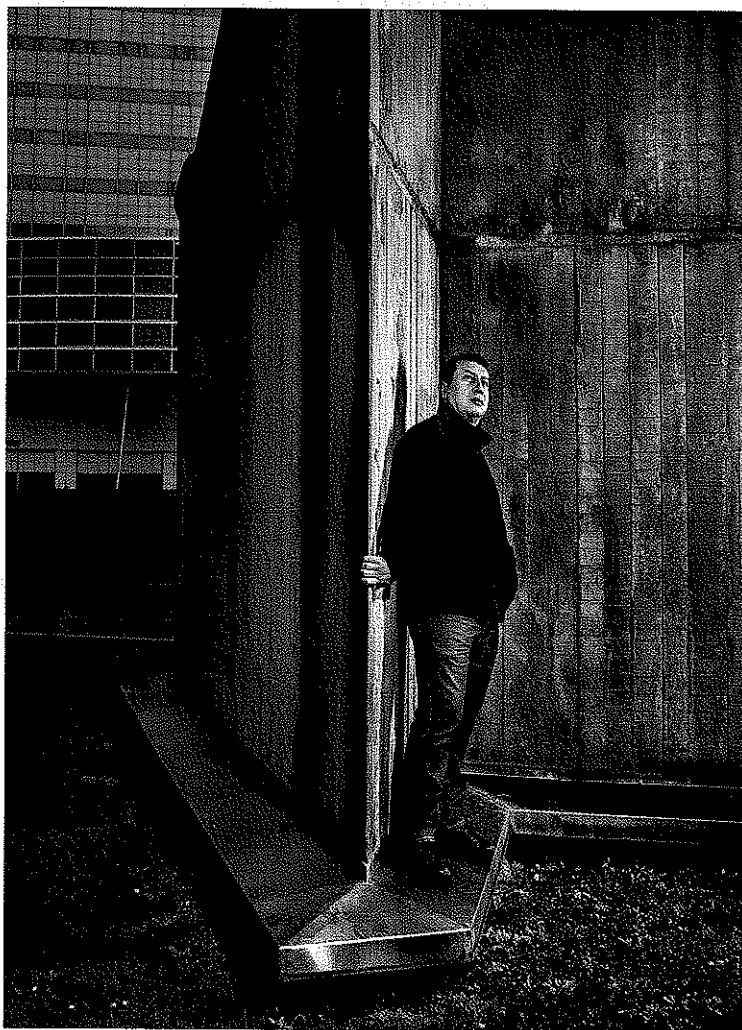
Mais l'ouvrier de Continental, titulaire d'un CAP de boucher, doute d'avoir l'énergie nécessaire pour commencer une carrière d'intermittent du spectacle : « C'est la première fois de ma vie que je dois me vendre. Les mecs sont tellement ob-

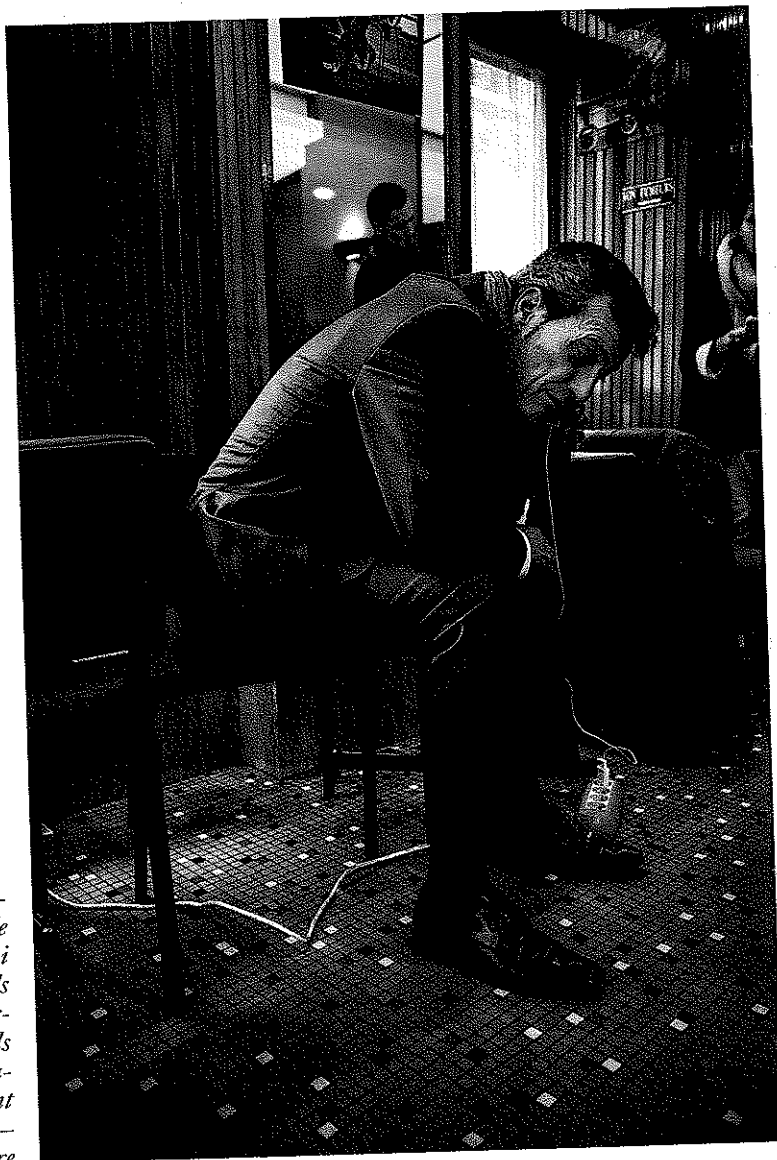
nubilés par leurs 43 cachets [pour obtenir le statut d'intermittent] qu'on dirait des toxicos ! » Pour l'instant, cantonné à des rôles de syndicaliste, il ne fait que rejouer des scènes de sa vie, largement filmée pendant le conflit des « Conti ». Car les médias, toujours en quête de « bons clients », s'attachent, depuis quelques années, ces leaders ouvriers dont l'authenticité tranche avec la langue désincarnée des politiciens et la froideur des experts. C'est que dans une France en crise, ils crévent l'écran à chaque apparition. Comme en janvier 2010, quand sur le plateau de « Paroles de Français » sur TF1, parmi les « interviewés » issus de la France d'en bas, seul Pierre Le Ménahès avait osé la confrontation directe avec Nicolas Sarkozy. Le métallo breton, réfractaire aux grosses ficelles de la dialectique présidentielle, avait été sacré « interviewé politique de l'année » sur les réseaux sociaux. Aujourd'hui, c'est Edouard Martin, leader CFDT d'ArcelorMittal Florange, qui incarne la parole du tiers état ouvrier. Juste avant Noël, alors que le gouvernement négociait avec l'Indien Lakshmi Mittal pour empêcher la mise en œuvre d'un plan social sur le site lorrain, Edouard Martin, 49 ans, a fait monter la pression comme jamais. A l'issue de la réunion qui se tenait à Matignon le 5 décembre 2012, il comptait 103 messages de journalistes sur son portable... En quinze jours, le bouillonnant métallo était devenu le visage de la France en crise et « le pire cauchemar du gouvernement ». Son « Putain... Traître ! », lâché en direct à l'endroit de Jean-Marc Ayrault, quand celui-ci a annoncé que l'usine ne serait pas nationalisée, a fait le tour des télé et « imposé un nouveau rapport de force », analyse le sondeur Jean-Marc Lech, d'Ipsos. Quelques jours avant Noël, c'est François Hollande que le métallurgiste a interpellé face caméras, les larmes aux yeux. « Avec lui, les épisodes du feuilleton social ne déçoivent jamais », salue le sondeur.

Ces ouvriers charismatiques propulsés aux avant-postes, forts du soutien de la base, sont pourtant loin de faire l'unanimité dans leurs instances syndicales. C'est du moins ce qu'a constaté le...

“Je n'oublierai jamais le regard du DRH de LU, où je postulais, quand il a réalisé qui j'étais.”

Maurad Rabhi, ex-leader CGT chez Cellatex





Le « pire cauchemar du gouvernement », c'est lui. Le très médiatisé leader CFDT Edouard Martin est en première ligne dans la lutte pour la sauvegarde de l'usine ArcelorMittal de Florange, en Moselle.

... chercheur Dominique Andolfatto: « Les appareils se méfient de ces hommes surgis de nulle part qui peuvent faire de l'ombre aux grands dirigeants, qui les interpellent directement, qui les critiquent quand ils tardent à intervenir (voire ne bougent pas), et qui bénéficient souvent – au moins conjoncturellement – d'une popularité qui peut les faire vaciller. » Alors en coulisses, les coups pleuvent. Quand Xavier Mathieu a été traduit en justice pour le saccage de la sous-préfecture de Compiègne, en 2010, Bernard Thibault, à l'époque patron de la CGT, ne l'a pas soutenu, estimant publiquement que « cela reviendrait à cautionner des actes violents qu'on désapprouve ». « En réalité, Thibault n'a jamais pardonné au délégué des "Conti" d'avoir évincé les cadres de la CGT d'une importante réunion à l'Élysée, le 25 mars 2009 », estime Maud Rabhi, chargé des questions d'emploi à la Confédération, qui considère que « Thibault a fait une belle boulette en lâchant Xavier ». Une attitude qui, aujourd'hui encore, laisse amers ceux qui ont tant donné. D'autant que le « cas Mathieu » n'est pas isolé: avant d'aller ferrailer avec Sarkozy, Le Méhahès avait reçu des coups de fil des ins-

tances départementales, censées « canaliser » celui qui s'était invité à la place du secrétaire général à une heure de grande écoute... « Tu vas prendre une branlée, tu vas te faire instrumentaliser », lui avait lancé le responsable CGT du Morbihan pour qu'il cède la place à un apparatchik. « Les centrales, elles aiment bien téléguider, explique l'ouvrier. Avec eux, tu laisses ta personnalité sur ta table de chevet. » Emancipés de l'organisation (tous ont néanmoins conservé leur carte d'adhérent), ces francs-tireurs

nourrissent aussi de fortes préventions à l'égard des partis politiques. Ce n'est pas faute d'avoir été courtisés... Maud Rabhi a refusé d'intégrer une liste divers droite aux municipales de 2001. Edouard Martin, le délégué CFDT d'ArcelorMittal, n'a jamais donné suite aux propositions de la socialiste Aurélie Filippetti, ex-députée de Moselle, qui avait envisagé de lui « léguer » sa circonscription: « trop de compromissions ». Olivier Leberquier, leader des « Fralib », cache sa sensibilité socialiste et « ne

veut surtout pas faire de politique ». Encarté chez les écologistes dans les années 1990, Xavier Mathieu a refusé l'offre de Cécile Duflot, qui l'imaginait sur une liste aux régionales de 2010. Un temps proche de L.O, sollicité par Jean-Luc Mélenchon, très copain avec Olivier Besancenot, l'ancien « Conti » rejette en bloc toutes les sollicitations.

POUR LES PARTIS, ces syndicalistes médiatisés sont pourtant des recrues de rêve: « Ils véhiculent de l'envie. Ils drainent de l'engagement. Ils permettent l'identification », liste Olivier Besancenot, admettant qu'on « les voit mal finir absorbés par un appareil ». Le fondateur du NPA a toutefois presque convaincu Pierre Le Méhahès de le rejoindre. « Pour l'instant, on réfléchit juste à la façon dont on peut mettre un pied dans les boîtes bretonnes », tempore l'ouvrier, installé au cœur de la « Bretagne rouge ». C'est dans sa région, à Quimperlé, que le NPA a fait ses scores historiques. « Pour les gens désespérés, j'ai la gueule d'une victoire, concède Le Méhahès, mais j'ai toujours été un électron libre, et je ne veux pas que ça change. »